DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL D'ARVILLERS

L'an deux mille vingt-quatre, le vendredi 15 novembre, 20h30, le conseil municipal de la commune D'Arvillers, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en salle du conseil de la mairie, sous la présidence de M. COTTARD Yves.

Date de convocation du Conseil municipal : le 05 novembre 2024

Présents :

Monsieur Cottard Yves, Madame Douniol Alice, Monsieur Soilleux Quentin, Monsieur Brunel Michel, Monsieur Dacheux Frédéric, Monsieur Dumetz Pierre Gilles, Monsieur Descamps Bertrand, Monsieur Noyon Mathias, Madame Moncond'huy Laetitia, Monsieur Desrousseaux Éric, Madame Darras Mélinda, Monsieur Boulanger David.

Absents excusés :

Madame Vandamme Claire, Monsieur Lepère Bruno

Pouvoirs : 0

Le quorum étant atteint la séance est ouverte.

Madame Moncond'huy est nommée secrétaire de séance.

1) Procès-verbal du 9 août 2024

Madame Moncond'huy donne lecture du procès-verbal du 9 août 2024. Ce dernier ne soulevant aucune objection, les membres du conseil municipal décident de l'approuver à l'unanimité.

2) Délibération : Sommes admises en non-valeur

Monsieur le Maire explique que la trésorerie demande au conseil municipal afin de pouvoir permettre à Monsieur le Maire d'accepter les sommes en Non-Valeurs pour les sommes en dessous de 100 euros. Les sommes concernées sont dites irrécupérables après plusieurs années de relances et de recours à l'huissier. Après délibération, les membres du conseil municipal décident d'autoriser monsieur le Maire à valider les sommes en Non-valeur en dessous de 100 euros.

3) délibération : instauration d'une participation au financement des contrats et règlements souscrits par les agents de la collectivité pour le risque santé dans le cadre de la convention de participation conclue par le CDG.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret N°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu le décret N°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu la convention de participation conclue par le CDG en date du 14/07/2023 avec l'organisme ;

Considérant que les personnes publiques participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie, un accident auxquelles souscrivent les agents que ces personnes publiques emploient, ces garanties sont au minimum celles définies au II de l'article L 911.7 du code de la sécurité sociale.

Considérant que la participation financière peut être réservée aux contrats à caractère collectif ou individuel sélectionnés par les employeurs publics au terme d'une procédure de mise en concurrence.

Considérant que les centre de gestion concluent, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, des conventions de participation.

Après avoir recueilli l'avis du comité social territorial, la commune d'arvillers souhaite participer au financement des contrats souscrits par les agents dans le cadre de la convention de participation conclue par le CDG 80 Pour le risque santé.

Le montant mensuel de participation est fixé à 15 euros par agent.

L'assemblée délibérante :

- Décide d'instaurer la participation au financement des contrats et règlements souscrits par les agents de la collectivité dans le cadre de la convention de participation conclue par le CDG 80 pour le risque santé, selon les conditions reprises ci-dessus, et d'inscrire au budget les crédits nécessaires à son paiement
- Autorise le Maire a signer tout document en découlant.

4) Mairie connectée

Monsieur le Maire explique qu'afin de pouvoir procéder à la dématérialisation des actes, la commune a signé une convention avec la préfecture. Dans cette convention cette dernière préconise de passer par un prestataire tel que Somme numérique. Après contact avec ce dernier deux devis ont été donnés pour l'acquisition d'un matériel informatique d'un montant de 817.78 € TTC (éligible au FCTVA) et un devis de maintenance de deux ans. Ce pack dis Mairie Connectée s'articule autour de 3 grands thèmes tels que la sécurité des données publiques, la présence en ligne de la collectivité et la continuité des services publics.

Après délibération, les membres du conseil municipal approuvent les devis présentés. Les crédits nécessaires seront inscrits à l'article 2183 en section dépenses d'investissement et à l'article 6156 en section dépenses de fonctionnement.

5) DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°2/2024

Monsieur le Maire explique avoir reçu un mail du comptable demandant une décision modificative au budget :

Ce dernier préconise les écritures suivantes :

Section dépenses d'investissement article 203 : + 2400 €
Section dépenses d'investissement article 2131 : -15000 €
Section dépenses d'investissement article 212 : -26000 €
Section dépenses d'investissement article 204182 = + 38600 €

Section dépenses de fonctionnement chapitre 68 article 681 : +267 €
Section dépenses de fonctionnement chapitre 65 article 6541 : + 50 €
Section dépenses de fonctionnement chapitre 11 article 6064 : - 317 €

Après délibération les membres du conseil municipal approuvent les écritures comptables demandées

6) DELIBERATION ANNUELLE POUR LE RECRUTEMENT D'EMPLOI SAISONNIER

Le conseil Municipal considérant qu'en prévision de l'absence de l'agent postal lors de congés ou de formation, il est nécessaire de renforcer les services de l'agence postale pour la période du 15/11/2024 au 31/12/2025 ;

Considérant qu'il peut être fait appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité en application de l'article L.332-23-2° du code précité ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

- d'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité pour une période de 6 mois maximum pendant une même période de 12 mois en application de l'article L.332-23-2° du code précité.

- A ce titre, seront créés :

♦ au maximum 2 emplois à temps non complet à raison

- de 21/35^{èmes} dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C pour exercer les fonctions d'agent postal.
- De 16.50/35^{èmes} dans le grade de d'adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C pour exercer les fonctions d'agent postal.

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence.

- Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

7) Don

Monsieur le Maire explique avoir reçu un don de 20000 €, après avoir déposé le chèque à la trésorerie par le biais de la régie la trésorerie demande une délibération pour accepter ce chèque. Après délibération, les membres du conseil municipal décident d'accepter le chèque de 20000 €

8) informations du maire

Monsieur le Maire explique que la commune a reçu les subventions pour le city stade soit 36422 € de la région et 36423 € du département. Il nous reste à percevoir le FCTVA sur cette opération.

Il explique ensuite avoir reçu également le remboursement de la FDE de 77010 €

Il informe ensuite que Madeleine RIFFAUT est décédée, cette native d'Arvillers avait 100 ans. Aussi le sous-préfet a demandé à monsieur le Maire si la commune comptait débaptiser une rue pour lui donner le nom de Madeleine RIFFAUT. Monsieur le maire demande aux conseillers présents de délibérer à ce sujet. Après délibération, les membres du conseil municipal décident de ne pas baptiser de rue au nom de Madeleine RIFFAUT.

Monsieur le maire Explique ensuite que les écoles ont demandé déménager la classe de Mme Moulart dans la garderie. Après avoir interrogé Familles rurales cela serait faisable et pourrait être opérationnel dès le retour des vacances scolaires en janvier.

9) Questions diverses

Madame Darras regrette qu'il n'y ait pas eu de mot de remerciement pour son fils qui a fait un Service National Universel pour la commune, Monsieur Desrousseaux répond que cela doit être un oubli et que ce sera corrigé dans le prochain Tchou Canard.

Monsieur Soilleux explique que la haie du cimetière à Saulchoy est bonne à faire. Il explique ensuite que la route à Saulchoy est également dans un mauvais état. Il précise également qu'il aimerait que les réunions de conseils puissent se tenir un autre jour que le vendredi. Monsieur le Maire lui propose de faire le prochain conseil municipal un lundi.

Monsieur le Maire explique également qu'il faut que le conseil municipal délibère au sujet du sens de circulation à donner pour les rues suivantes : rue des vergeaux et rue du faubourg Saint

Antoine. Après délibération, les membres du conseil municipal décident à l'unanimité de mettre les rues ci-dessus nommées en sens unique avec sortie du côté de la rue la-haut.

Plus d'observations n'étant formulées la séance est levée à 22h00